

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



49127

Distr.
GENERALE

E/CN.14/257
23 décembre 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DES DECISIONS SUR LA
DECENTRALISATION DES TRAVAUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX
ET RENFORCEMENT DES COMMISSIONS REGIONALES

Rapport du Secrétaire exécutif

A sa cinquième session, la Commission économique pour l'Afrique a étudié une note du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général pour donner suite à la résolution 50 (IV)^{1/} et adopté la résolution 83 (V) qui, notamment, prie le Secrétaire exécutif "de mettre à la disposition de la Commission, lors de sa sixième session, des exemplaires des rapports demandés par l'Assemblée générale aux paragraphes 3, 4 et 5 de sa résolution 1823 (XVII), et de présenter un rapport sur la participation accrue du secrétariat aux activités d'assistance technique des Nations Unies". Les divers documents dont il s'agit^{2/} seront mis à la disposition des délégations à la sixième session.

A sa trente-sixième session, le Conseil économique et social a adopté une résolution, 955 (XXXVI)^{3/}, par laquelle, après avoir pris acte des rapports du Secrétaire général sur la réunion des Secrétaires exécutifs des Commissions économiques régionales et sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies, il déclarait attendre avec intérêt les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires^{4/} au sujet des nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour donner suite à la décision de l'Assemblée générale sur

^{1/} E/CN.14/227

^{2/} A/5584, E/3786, E/3798

^{3/} Voir Annexe I

^{4/} A/5584

Pour 1964, on prévoit une nouvelle extension du programme régional, spécialement axée sur le développement des services de conseillers régionaux et des moyens de formation. Les moyens dont la CEA dispose ont été encore renforcés car les 98 postes d'administrateurs inscrits au tableau d'effectif, non compris la Division des services administratifs, sont pour ainsi intégralement pourvus.

En raison de la mesure de stabilisation budgétaire en 1964, prise par le Secrétaire général les effectifs ordinaires de la CEA ne pourraient être augmentés que par un assouplissement du transfert des postes attribués au Siège ou à d'autres offices des Nations Unies et des mouvements de personnel entre les commissions régionales et entre le Siège et les commissions régionales. Des vacances continueront à se produire, par suite des déplacements de personnel et pour nombre de postes appelés à devenir vacants, il y a concurrence entre plusieurs candidats. La préférence sera donnée, comme par le passé aux Africains, dans la mesure où ce seront des candidats qualifiés.

Grâce à ces renforts, le Secrétariat de la CEA devrait pouvoir jouer un rôle plus actif, non seulement en continuant à contrôler les projets régionaux, mais aussi en aidant les gouvernements à élaborer, mettre en oeuvre et évaluer les programmes de leurs pays en collaboration étroite avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique, directeurs des programmes du Fonds spécial. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a déjà prié le Secrétariat de la CEA d'assumer un rôle important dans les services de conseils aux gouvernements africains, pour la détermination de leurs besoins et des demandes de la période 1965-1966. On prévoit qu'au début du deuxième trimestre de 1964, la moitié environ des pays membres de la CEA auront reçu, pour des actions de cette espèce, la visite de membres du personnel de la CEA ou de conseillers régionaux travaillant en étroite collaboration avec le personnel du Siège.

De plus en plus fréquemment, les experts nationaux sont acheminés par Addis-Abéba pour y recevoir des directives avant de prendre leurs fonctions dans le pays d'affectation. Ces experts font de plus en plus

généralement parvenir des exemplaires de leurs rapports au Secrétaire exécutif, qui peut ainsi les faire profiter au maximum de l'expérience acquise par la CEA. Le Secrétaire exécutif se prépare à assumer un rôle grandissant dans l'orientation pratique des experts par pays dont les activités sont de la compétence de la CEA.

Le secrétariat de la CEA apporte aussi une large contribution aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'un des membres du secrétariat a participé à la réunion préparatoire qui s'est tenue à Genève en juin 1963 et le secrétariat a réorienté son programme de travail de manière à donner la priorité aux projets se rapportant à cette Conférence. Il prépare plusieurs documents relatifs aux échanges intra-africains, aux groupements économiques en Afrique, au commerce extérieur dans les plans de développement africains, aux incidences des groupements économiques de l'Europe occidentale sur l'Afrique et aux politiques commerciales et fiscales des pays développés dans la mesure où ces politiques peuvent affecter les exportations africaines de produits manufacturés et de demi-produits. Certains de ces documents sont préparés en collaboration avec le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

L'année dernière, trois membres du personnel précédemment en poste à la CEPAL sont entrés à la CEA. Dans un précédent rapport, le Secrétaire exécutif a déjà souligné l'aide considérable que lui apporte la CEE par des transferts de personnel ou des détachements. La CEE a également pris une part importante aux travaux de la CEA, notamment dans le domaine de l'énergie.

En 1963, la CEA a bénéficié de la création du Centre de développement industriel au Siège des Nations Unies; elle est allée jusqu'à emprunter à ce Centre deux de ses principaux collaborateurs qui ont participé au programme de travail et aux missions industrielles de la CEA; en outre, plusieurs projets communs à la CEA et au Centre sont prévus pour 1964 et 1965. Des projets communs, sont enfin, soit mis à exécution, soit mis à l'étude du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques et de la Division des ressources naturelles du Centre des projections et de la programmation économiques.

L'année écoulée a été marquée par une évolution notable des relations de travail avec les institutions spécialisées. Selon les arrangements déjà pris ou en préparation, des membres du personnel de l'UNESCO, de l'OIT, de l'OMS et du FISE sont détachés auprès du secrétariat de la CEA à Addis-Abéba pour y participer aux travaux sur les aspects du développement économique et social qui sont du domaine de leur compétence.

Un programme commun a été élaboré avec l'UIT, pour le développement des services africains de télécommunications. La CEA et l'OACI ont également mis au point un programme commun d'enquête sur les moyens de transport aérien africains. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, dont la création remonte au début de la Commission, a participé aux missions industrielles de la CEA et à la préparation de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique.

ANNEXE I

955 (XXXVI). DECENTRALISATION DES ACTIVITES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL
ET RENFORCEMENT DES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 793 (XXX) du 3 août 1960, 823 (XXXII) du 20 juillet 1961 et 879 (XXXIV) du 6 juillet 1962,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général au Conseil sur la réunion des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales^{1/},

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et sur le renforcement des Commissions économiques régionales^{2/},

Ayant pris acte également des rapports annuels des commissions économiques régionales et des résolutions qu'elles ont adoptées sur la décentralisation lors de leurs dernières sessions annuelles^{3/},

Reconnaissant l'importance du rôle des Commissions économiques régionales dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

1. Attend avec intérêt les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet des nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour donner suite à la décision de l'Assemblée générale sur la décentralisation, conformément à la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1962 et compte tenu, notamment, des vues des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales;

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social. Trente-sixième session. Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/3798.

^{2/} Ibid., document E/3786.

^{3/} Ibid., trente-sixième session, supplément No. 2 (E/3735); supplément No. 3 (E/3759); supplément No. 4 (E/3766/Rev.2); et supplément No. 10 E/3727/Rev.1).

2. Prend acte avec satisfaction des mesures déjà prises par le Secrétaire général en vue de la mise en pratique de la politique de décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et de renforcement des commissions économiques régionales, notamment par la création, au sein des secrétariats des commissions régionales, de services de coordination de l'assistance technique et de postes de conseillers régionaux, ce qui permettra d'accroître sensiblement les moyens d'action et les services d'experts dont les commissions économiques régionales ont besoin pour fournir des services consultatifs aux gouvernements;
3. Invite le Secrétaire général à rechercher les moyens d'élargir les activités économiques et sociales de l'Office des Nations Unies à Beyrouth, et d'envisager notamment la création, au sein de cet Office, d'un service de coordination de l'assistance technique;
4. Exprime l'espoir que l'action de décentralisation se poursuivra de façon à permettre aux secrétariats des commissions économiques régionales d'aider de plus en plus les pays en voie de développement, sur leur demande expresse et en collaboration avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique, à élaborer leurs programmes d'assistance technique dans le cadre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique et des projets du Fonds spécial, et à évaluer les résultats des programmes et des projets pour la mise en oeuvre desquels l'assistance de ces secrétariats serait demandée par les pays en voie de développement intéressés;
5. Exprime l'espoir que les secrétariats des commissions économiques régionales, dans le cadre de l'action de décentralisation et sur la demande de son Secrétaire général, joueront un rôle actif dans la préparation de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

ANNEKE I

955 (XXXVI). DECENTRALISATION DES ACTIVITES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL
ET RENFORCEMENT DES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 793 (XXX) du 3 août 1960, 823 (XXXII) du 20 juillet 1961 et 879 (XXXIV) du 6 juillet 1962,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général au Conseil sur la réunion des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales^{1/},

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et sur le renforcement des Commissions économiques régionales^{2/},

Ayant pris acte également des rapports annuels des commissions économiques régionales et des résolutions qu'elles ont adoptées sur la décentralisation lors de leurs dernières sessions annuelles^{3/},

Reconnaissant l'importance du rôle des Commissions économiques régionales dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

1. Attend avec intérêt les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet des nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour donner suite à la décision de l'Assemblée générale sur la décentralisation, conformément à la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1962 et compte tenu, notamment, des vues des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales;

1/ Documents officiels du Conseil économique et social. Trente-sixième session. Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/3798.

2/ Ibid., document E/3786.

3/ Ibid., trente-sixième session, supplément No. 2 (E/3735); supplément No. 3 (E/3759); supplément No. 4 (E/3766/Rev.2); et supplément No. 10 E/3727/Rev.1).

2. Prend acte avec satisfaction des mesures déjà prises par le Secrétaire général en vue de la mise en pratique de la politique de décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et de renforcement des commissions économiques régionales, notamment par la création, au sein des secrétariats des commissions régionales, de services de coordination de l'assistance technique et de postes de conseillers régionaux, ce qui permettra d'accroître sensiblement les moyens d'action et les services d'experts dont les commissions économiques régionales ont besoin pour fournir des services consultatifs aux gouvernements;
3. Invite le Secrétaire général à rechercher les moyens d'élargir les activités économiques et sociales de l'Office des Nations Unies à Beyrouth, et d'envisager notamment la création, au sein de cet Office, d'un service de coordination de l'assistance technique;
4. Exprime l'espoir que l'action de décentralisation se poursuivra de façon à permettre aux secrétariats des commissions économiques régionales d'aider de plus en plus les pays en voie de développement, sur leur demande expresse et en collaboration avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique, à élaborer leurs programmes d'assistance technique dans le cadre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique et des projets du Fonds spécial, et à évaluer les résultats des programmes et des projets pour la mise en oeuvre desquels l'assistance de ces secrétariats serait demandée par les pays en voie de développement intéressés;
5. Exprime l'espoir que les secrétariats des commissions économiques régionales, dans le cadre de l'action de décentralisation et sur la demande de son Secrétaire général, joueront un rôle actif dans la préparation de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

6. Prie le Secrétaire général de faire rapport chaque année sur les progrès réalisés dans la voie de la décentralisation et du renforcement des Commissions économiques régionales.

1270ème séance plénière,
5 juillet 1963

ANNEXE II

LISTE DES PROJETS REGIONAUX POUR L'AFRIQUE (1963) DONT LA MISE EN OEUVRE
A ETE CONFIEE A LA CEA (par domaines d'activité)

Développement économique

- 67 - 62 Institut africain de développement économique et de
planification (bourses)
- 132 - 63 Travaux de préparation de l'Institut
- 134 - 63 Centre de recherche et de formation démographiques
(Accra)
- 135 - 63 Centre de recherche et de formation démographiques
(Le Caire) (aussi XBO 259)
- Conseiller régional en démographie
- ED 402 Conseillers régionaux en fiscalité
- ED 422 Conseillers régionaux en planification

Développement social

- 133 - 63 Cycle d'études sur la formation pour le service social
en Afrique
- SW 405 Développement social (conseillers régionaux)
- SW 413 Etude des possibilités d'application des techniques du
développement communautaire aux zones urbaines
- SW 514 Cours de formation en développement communautaire en
Afrique de l'est
- SW 515 Groupe de travail d'experts en développement économique,
social et communautaire (évaluation du développement
communautaire au Ghana)
- SW 516 Voyage d'étude sur les questions de protection sociale
(dans les pays africains)
- SW 517 Institut africain de développement économique et de
planification (conseiller régional en questions
sociales)

- SW 553 Voyage d'étude sur les méthodes et techniques du développement communautaire en Asie
- SW 559 Cycle d'études sur les problèmes urbains (le rôle de la femme dans le développement urbain)

Industrie, transports et ressources naturelles et habitat

- 136 - 63 Reunion africaine sur l'énergie électrique
- 137 - 63 Conseiller régional en cartographie
- 245 - 63 Conférence cartographique pour l'Afrique
- ED 318 Conseillers régionaux en transports
- ED 438 Conseillers régionaux en ressources naturelles, en développement et en énergie
- ED 439 Conseillers régionaux en développement industriel
- ED 617 Missions de coordination des plans de développement de l'industrie, du commerce et des transports en Afrique de l'est et de l'ouest
- SW 277 Habitat, construction et aménagement (Conseillers régionaux)
- SW 372 Cycle d'études sur le rôle de l'aménagement du territoire dans l'urbanisation

Statistique

- 126 - 63 Centre de formation de statisticiens - cadres moyens - Addis-Abéba
- 127 - 63 Centre de formation de statisticiens - cadres moyens - Achimota
- 128 - 63 Centre de formation de statisticiens - cadres moyens - Yaoundé
- ED 219 Conseillers régionaux en statistique
- ED 275 Voyages d'étude, cycles d'études et réunions sur les statistiques
- ED 427 Institut de formation de statisticiens - niveau universitaire - Rabat

Commerce extérieur et intérieur

- 129 - 63 Cours de formation en administration des douanes (en anglais) - Afrique de l'ouest
- 130 - 63 Cours GATT/CEA de politique commerciale - (en anglais) - Afrique de l'est
- 131 - 63 Cours GATT/CEA de politique commerciale (en français) - Afrique de l'ouest
- ED 561 Conseillers régionaux en commerce extérieur et intérieur
- ED 594 Conseillers régionaux en études économiques

Administration publique

- PA 134 Inventaire africain des moyens de formation
- PA 136 Conseillers régionaux en administration publique
- PA 178 Conseiller régional en administration des douanes
- PA 180 Cycle d'études des problèmes administratifs de la planification nationale du développement
- PA 181 Etude des structures et organisations administratives
- PA 182 Etude préliminaire des marchés de l'Etat
- PA 183 Voyage d'étude pour fonctionnaires des administrations locales

Administration

- ED 562 Déplacements des conseillers régionaux en Afrique
- SW 518 Déplacements des conseillers régionaux en Afrique
- PA 179 Déplacements des conseillers régionaux

ANNEXE III

LISTE DES CONSEILLERS REGIONAUX DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE
POUR L'AFRIQUE, 1963

(par domaines d'activité)

Administration publique

Conseiller régional en organisation et méthodes

Conseiller régional en administration des finances publiques

Conseiller régional en administration et formation du personnel

Conseiller régional en administration locale

Commerce extérieur et intérieur

Conseiller régional en douanes

Conseiller régional en commerce extérieur et intérieur

Développement social

Conseiller régional en protection sociale

Conseiller régional en politique et développement social

Conseiller régional en développement communautaire

Conseiller régional en planification (aspects sociaux)*

Développement économique

Conseiller régional en fiscalité

Conseiller régional en planification économique

6 conseillers régionaux en planification

* Affecté à l'Institut de Damar.

Statistique

Deux conseillers régionaux en statistique (enquêtes à pied d'oeuvre)

Conseiller régional en statistique (enquêtes démographiques)

Conseiller régional en statistique (statistiques de la comptabilité nationale)

Conseiller régional en statistique (comptabilité publique)

Industrie, transports et ressources naturelles et habitat

Conseiller régional en ressources hydrauliques

Conseiller régional en géologie minière

Deux conseillers régionaux en transports

Conseiller régional en cartographie

Deux conseillers régionaux en habitat